

POLITIQUE

**LA
PRESSE**

Ingérence chinoise

Les élus fédéraux veulent des explications



PHOTO WILLY KURNIAWAN, REUTERS

De passage en Asie, où participe ces jours-ci à plusieurs sommets internationaux, le premier ministre Justin Trudeau n'a pas voulu s'engager à soulever l'enjeu de l'ingérence chinoise dans les élections fédérales de 2019 avec son

[2 articles restants ce mois-ci](#)[Se connecter](#)

(Ottawa) Un comité de la Chambre des communes examinera les informations voulant que le Parti communiste chinois se soit ingéré dans les élections fédérales de 2019.

Mis à jour le 14 nov. 2022



MÉLANIE MARQUIS

La Presse



Le député conservateur Michael Cooper a déposé lundi au Comité permanent de la procédure et des affaires de la Chambre une motion visant à faire comparaître une série de personnes, notamment la ministre des Affaires étrangères, Mélanie Joly, afin de faire la lumière sur ces allégations rapportées par Global News.

Selon le réseau anglophone, la Chine a déployé contre le Canada une vaste campagne d'ingérence étrangère, entre autres par le truchement d'un réseau clandestin d'au moins 11 candidats fédéraux aux élections fédérales de 2019.

Le Service canadien du renseignement de sécurité (SRCS) en a informé le premier ministre Justin Trudeau et les membres de son Cabinet dès janvier, fournissant des allégations contenant certains exemples des efforts de Pékin pour accroître son influence et subvertir le processus démocratique canadien, d'après Global News.

L'agence d'espionnage canadienne aurait découvert que le consulat de Chine à Toronto pilotait un stratagème de transfert clandestin de fonds destinés à un réseau d'au moins 11 candidats aux élections – libéraux comme conservateurs – et à des agents de Pékin qui étaient à l'emploi de leur campagne, a écrit Global News.

« Il faut absolument aller au fond de cette histoire », a insisté le député Cooper, se demandant à voix haute si des gens avaient été expulsés pour leur rôle dans cette affaire présumée, ou encore tout simplement si Justin Trudeau et son Cabinet avaient imposé des sanctions.

2 articles restants ce mois-ci

Se connecter

La démarche conservatrice a été appuyée après plus de deux heures et demie de discussions, mais dans une version « diluée », puisque leurs collègues du Parti libéral et du NPD ont jugé que ce comité en particulier n'était pas le bon endroit pour étudier certains des documents secrets réclamés.

« Qui sont les 11 candidats ? »

Les conservateurs ont maintenu la pression sur les libéraux lors de la période des questions à la Chambre des communes, demandant au gouvernement de dévoiler l'identité des candidats qui auraient été financés par le régime de Pékin.

« Ma question est simple : qui sont ces 11 candidats à l'élection ? », a lancé Michael Chong.

La libérale Jennifer O'Connell lui a répondu qu'elle était heureuse de constater que « l'opposition officielle, pour une fois, prenne au sérieux l'enjeu de l'ingérence étrangère », arguant que sous la houlette de l'ancien chef Erin O'Toole, le parti avait retiré ses billes du Comité des parlementaires sur la sécurité nationale et le renseignement.

« C'est une réponse pitoyable », a ensuite pesté son interlocuteur.

Trudeau peu loquace

De passage en Asie, où il participe ces jours-ci à plusieurs sommets internationaux, le premier ministre Justin Trudeau n'a pas voulu s'engager à soulever cet enjeu spécifiquement avec son homologue chinois Xi Jinping lorsque la question lui a été posée.

« Comme toujours, je vais souligner la question des droits humains, des principes de défense de nos institutions, avec tous les leaders avec qui j'ai des conversations », s'est-il contenté de répondre en conférence de presse à Phnom Penh, au Cambodge.

Le gouvernement Trudeau planche activement sur une nouvelle stratégie

semaine passée, à Toronto, la ministre Mélanie Joly a envoyé le signal que l'un des objectifs du Canada était de prendre ses distances avec l'Empire du Milieu.

Des liens plus étroits avec des pays de la région qui partagent les valeurs démocratiques canadiennes, comme l'Inde, devraient être privilégiés dans la doctrine d'Ottawa, a illustré la cheffe de la démocratie, qui était du voyage avec Justin Trudeau en Asie du Sud-Est.

Le Comité permanent de la procédure et des affaires de la Chambre

— Avec La Presse Canadienne

© La Presse Inc. Tous droits réservés.